

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

FAIT DIVERS

UN PARFUM QUI ENDORT ^{P.4}

Message :



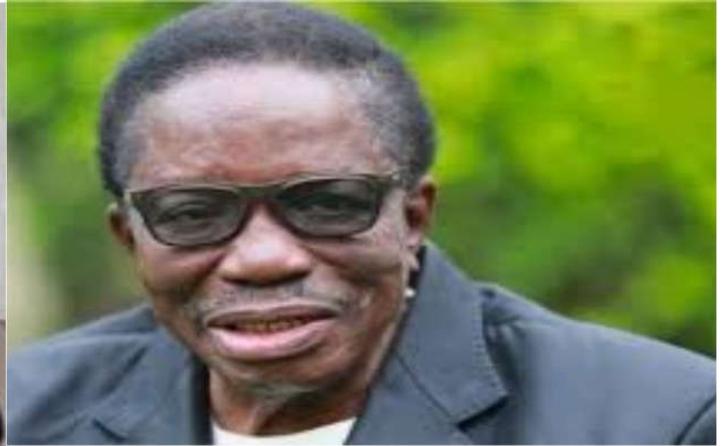
La société civile burkinabè salue la tenue des élections législatives le 20 décembre 2018 au Togo dans la paix ^{P.7}

" La C14 est un don du Ciel ", dixit Antoine Folly. Faut-il en rire ou en pleurer ?

Le CAR malgré les discussions boude toujours le conclave ^{P.3}



Antoine Folly de l'UDS- Togo



Me Yawovi Agboyibo du CAR

Projet de construction de l'hôpital de référence Saint Pérégrin à Agoé :



La cérémonie de pose de la 1ère pierre

Le président de la République Faure Gnassingbé pose la première pierre ^{P.2}

Le comble d'un règlement politique :
Firmin Têko Agbo et Jean-Pierre Fabre au tribunal le 27 février prochain ^{P.4}



Firmin Teko Agbo



Jean-Pierre Fabre

Présidence de Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO :



Robert Dussey immortalise le passage du Président togolais à la tête de l'institution sous-régionale ^{P.3&4}

Le débat s'anime autour du Franc CFA / Quand les pros et les adversaires de ce "vestige colonialiste" s'affrontent :
Un face à face à l'horizon entre l'économiste Kako Nubukpo ^{P.5} et Kossi Tenou de la BCEAO-Togo

Projet de construction de l'hôpital de référence Saint Pérégrin à Agoé : Le président de la République Faure Gnassingbé pose la première pierre

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, dans sa poursuite des projets du mandat social surtout ceux concernant la qualité des soins sanitaires pour la population togolaise, a posé officiellement la première pierre pour la construction et l'équipement de l'hôpital de référence SAINT PEREGRIN dans la préfecture d'Agoé-Nyivé banlieue Nord de Lomé, le vendredi 15 février 2019. Le président de la République et son gouvernement ont dans leur engagement, de doter le pays en hôpitaux de haut niveau et de référence ont été rejoints par la direction de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) dans l'initiation de la construction de ce joyau médical d'Agoé-Nyivé.



Faure Gnassingbé lors de la cérémonie de pose de la 1ère pierre



L'allure de l'hôpital à construire à Lomé.

La participation de la CNSS dans la réalisation de ce projet sanitaire est non seulement légale selon l'article 78 de la loi 2011-006 du 21 février 2011 portant code de sécurité sociale mais aussi, est motivée par le coût exorbitant des évacuations sanitaires extérieures par ladite institution des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles, qui s'élèvent à 10 milliards de FCFA sur les cinq dernières années soit en moyenne 02 milliards par an.

Par ailleurs, pour rendre tangible la volonté manifeste du chef de l'Etat et de son gouvernement de faire de la croissance socio-économique un maillon essentiel du dévelop-

pement du pays à travers le bien-être social et la bonne santé de la population, a besoin de la mobilisation d'importantes ressources financières aussi bien de l'Etat, de ses partenaires techniques et financiers que du secteur public et privé en vue de renforcer et de moderniser l'offre en matière de services de santé dans notre pays. C'est dans cette optique que la CNSS prend activement part aux côtés du gouvernement pour cette préoccupation nationale.

D'un coût de 17 milliards FCFA, cet hôpital qui coûte pourtant 5 fois moins que le coût normal d'un hôpital classique, selon le responsable des travaux de construction et d'équipements, pourra administrer des soins à 80.000 malades par an, 10.000 personnes pourront bénéficier d'hospitalisation aussi bien grâce aux 120 lits de l'hôpital qu'aux 64 lits de l'hôtel 4 étoiles qui y sera annexé. Cet hôtel permettra d'accueillir les malades nécessitant une récupération de longue durée et qui doivent être sous surveillance

ainsi que les familles qui accompagneront les malades hospitalisés.

En effet, ce projet, piloté par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale dans le but de réduire les évacuations sanitaires dans le pays, est composé d'un bâtiment de 11.000 m2 et hôtel de 7000 m2. Un bâtiment écologique avec une autonomie en eau et en électricité. La grande partie de la construction de cet immeuble très original sera montée à l'usine.

Selon le Directeur Général de la CNSS, Mme Ingrid Awadé, l'hôpital Saint Pérégrin aura des impacts multiples sur notre bien-être collectif : " Impact direct sur les populations, les ménages et les utilisateurs potentiels, impact sur la politique de l'emploi et impact sur la protection sociale en général et le régime général géré par la CNSS en particulier ". La construction de l'hôpital Saint Pérégrin qui prendra fin d'ici douze (12) mois, sera dotée de services d'IRM, de cardiologie, de neurologie, de traumatologie, d'accouchement et de gynécologie. Ce

centre hospitalier moderne d'Agoé, grâce au partenariat avec l'hôpital américain de Paris, promet des soins de qualité accessibles à tous et un plateau technique ultra moderne avec possibilité de télé médecine.

L'hôpital Saint-Pérégrin comportera également une unité de checkup VIP. Sur le modèle de l'hôpital américain de Paris, les patients togolais ou étrangers couverts ou non par une mutuelle internationale pourront être accueillis pour une série de tests sur une ou plusieurs journées. Ce projet gouvernemental piloté par la CNSS, s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022) et du mandat social du chef de l'Etat. Malgré la modernité de la dernière génération de l'hôpital Saint Pérégrin d'Agoé qui permettra sûrement aux médecins de surmonter tous les cas compliqués éventuels qui se présenteraient, Mme Ingrid Awadé, est aussi consciente de la limite de la science en matière de la guérison humaine sans l'assistance divine, c'est en sens qu'elle a

placé cet hôpital sous la protection et l'intercession du Saint Pérégrin. Le médecin traite le malade et Dieu le guérit, dit-on souvent. Qui est donc Saint Pérégrin ? Pérégrin (Pellegrino) veut dire pèlerin c'est-à-dire nous sommes tous pèlerins sur cette terre.

A l'âge de 60 ans, il est atteint d'une maladie incurable à une jambe. La veille de l'amputation, il descend à la salle du chapitre et va prier devant une fresque de Jésus Crucifié. Sa grande fatigue l'endort... dans un songe, Jésus se détache de la Croix, se penche sur lui et guérit sa jambe malade. Il se réveille en sursaut et constate que la douleur a disparu. L'italien Frère Pérégrin est guéri et profite de la nuit pour rendre grâce à Dieu. Après cette guérison miraculeuse, il continue son ministère durant vingt ans au cours desquels il multiplie les guérisons miraculeuses par la prière.

A l'âge de 80 ans, il meurt à la suite d'une forte fièvre. Il est béatifié par le Pape Paul 5 et le Pape Benoit 13 le canonise en le déclarant patron des malades qui souffrent de maladies incurables. Saint Pérégrin est prié aujourd'hui avec miracle par des malades de gangrène de jambe, de cancer de sida, etc.

Daniel A.

Diplomatie :

L'Ambassadeur David Gilmour fait ses adieux au Togo

L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, David Gilmour est arrivé au terme de sa mission dans notre pays. C'est dans ce cadre qu'il a entrepris depuis lundi dernier une tournée dans d'adieu auprès des autorités togolaises.



David Gilmour (g) reçu par le Chef du gouvernement, Selom Komi Klassou (dt)

C'est le chef du gouvernement, Selom Komi Klassou, qui a reçu le premier, le diplomate américain. Au menu des discussions, le passage en revue des projets réalisés par les USA au Togo durant le mandat qui vient de s'écouler. L'on retiendra essentiellement que c'est l'Ambassadeur David Gilmour qui a eu le mérite de conduire le dossier sur le MCC (Millenium

Challenge Corporation), que le Togo vient de signer jeudi dernier avec à la clé, un pactole de 35 millions de dollars.

On retiendra également que le diplomate américain a été l'un des artisans de la tenue en août 2017 du forum AGOA dans la capitale togolaise. C'est sous son mandat, dans le domaine du transport aérien, qu'il a été inauguré et

rendu effectif le vol direct Lomé - New York.

Tout ce parcours si riche a permis au diplomate américain de se lier d'amitié avec ce beau pays, le Togo : " le Togo va me manquer beaucoup, je serai toujours un ami, un défenseur et un promoteur du Togo au niveau de Washington. Cela a été un grand privilège d'être l'ambas-

sadeur des USA au Togo ", a déclaré David Gilmour à la fin de l'audience avec le PM Klassou.

Après la rencontre avec le PM Klassou, l'Ambassadeur David Gilmour a rencontré le ministre des Affaires étrangères, de de l'Intégration Africaine et des Togolais de l'Étérieur, Prof Robert Dussey, qui a organisé, lundi soir, en son honneur un dîner d'adieu.

Après Lomé, le désormais ex Ambassadeur, va regagner le ministère américain des Affaires étrangères à Washington au département en charge de l'Afrique de l'Est. En rappel, David Gilmour est arrivé en 2015 au Togo. Il a pour successeur Eric William Stromayer.

JPB

CHRONIQUE
de la Semaine

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

" La C14 est un don du Ciel ", dixit Antoine Folly. Faut-il en rire ou en pleurer ?

Le CAR malgré les discussions boude toujours le conclave

La Coalition de l'opposition va très mal. Depuis le boycott du scrutin législatif du 20 décembre dernier et aussi après l'échec cuisant de la marche du 26 janvier, la sérénité n'est plus au rendez-vous dans ce regroupement. L'on entend de moins en moins, l'ancien chef de file de l'opposition et c'est le délégué de l'UDS-Togo Antoine Folly qui arpente des médias avec des déclarations tonitruantes. La dernière en date c'est de qualifier sa coalition moribonde de " don du Ciel ".

Cette déclaration fait sourire certains mais d'autres ont plutôt versé les larmes. Comment Dieu qui est si bon peut-il donner à sa créature ce qui est mauvais ? Si le même Antoine Folly reconnaît que " Tous les objectifs que nous nous sommes fixés il y a 18 mois, à ce jour, aucun de ces objectifs n'a été atteint ", ce qui veut dire que depuis la création de la C14 devenue C13, rien n'a marché. Si en 18 mois aucun objectif d'une organisation n'a abouti, il est aberrant d'affirmer que ce regroupement est un don du ciel. Mais lorsqu'on lit entre les lignes l'on peut comprendre aisément pourquoi Antoine Folly parle de don du ciel la C14.

En effet, la crise togolaise a tellement profité à certains leaders de la coalition qui se sont enrichis. Pendant la crise, toutes les rencontres que les responsables de C14 ont eues avec les Chefs d'Etat ont été juteuses. A chaque rencontre, ils ressortent toujours avec des enveloppes garnies de devises. Le comble c'est le contribuable togolais qui se retrouve parfois auprès de ces généreux donateurs qui le leur donnent de la part du Chef. Selon un cadre du parti PNP qui généralement refuse l'offre, c'est Antoine Folly qui démarche avec la bénédiction de Jean-Pierre Fabre qui engrange le jack pot et le reste pour les autres.

" En décembre 2017 où la mobilisation était très forte, le président ghanéen Nana Akoufo-Addo avait invité 11 responsables de la Coalition pour leur distribuer des enveloppes de la part



Antoine Folly

du président togolais pour leur permettre de bien fêter les fêtes de fin d'année.

Evidemment mon parti le PNP dont le président était au Ghana a décliné l'offre. Mais les autres c'est-à-dire les 10 autres leaders de la C14 ont sauté sur la manne sans hésitation ", fulminait ce cadre du parti de Tikpi Atchadam très en colère. Car selon ce militant du PNP, lorsque vous combattez quelqu'un, il faut refuser systématiquement ses cadeaux. Il a indiqué que c'est justement ce comportement qui affaiblit la lutte et qui renforce le pouvoir.

Dans son message de vœux à ses militants, le président du parti le Togo Autrement, Fulbert Attisso a également exhorté les responsables de la coalition à cesser de prendre les cadeaux auprès de leur adversaire politiques. Or c'est justement ces cadeaux qu'ils ont perçus au cours de cette crise à travers la C14 qui fait dire à Antoine Folly que la C14 est un don du Ciel.

Selon un cadre de l'ANC le délégué de l'UDS-Togo Antoine Folly mène un train de vie très élevé alors qu'il n'y a pas longtemps il tirait le diable par la queue et était très endetté. Mais aujourd'hui l'homme s'est fait une santé financière et ne se plaint plus

comme avant grâce à la crise qui est pour lui un don du Ciel.

On se souvient qu'au lendemain de la sortie de la feuille de route de la



Me Yawovi Agboyibo

CEDEAO, le ministre Bawara Gilbert déclarait qu'il n'y aura plus de 19 août au Togo. Mais Antoine Folly a sèchement répliqué qu'il y aura d'autres 19 août parce qu'il s'est enrichi grâce à cette date. C'est ce qui énerve les dignitaires du PNP qui disent que Antoine Folly et Jean-Pierre Fabre ont tellement profité du mouvement du 19 août qu'ils ne sont plus prêts à continuer la lutte ensemble.

Toutes ces révélations montrent à suffisance les bonnes affaires que, Antoine Folly et Jean-Pierre Fabre, ont réalisées durant cette période de crise. C'est d'ailleurs pourquoi ils ont refusé de participer au scrutin du 20 décembre qui mettrait fin à



Jean-Pierre Fabre

leur business. Mais malheureusement pour eux, sans la C14 les élections législatives ont eu bel et bien lieu mettant ainsi fin à la crise.

Les plus malheureux de cette crise c'est les pauvres militants qui croient en leurs leaders et qui répondent présents à chaque appel à marcher. Au moment où ils déambulent ensemble avec leurs leaders dans les rues, ceux-ci vont se remplir les poches auprès de leur adversaire politique alors que les militants rentrent à la maison, le vendre creux. Quel cynisme !

Le CAR boude toujours la C14

Malgré les démarches pour rassurer le parti de Me Yawovi Agboyibo afin de participer au conclave, le CAR ne semble pas encore être motivé pour y prendre part. " Nous

avons décalé la tenue de ces réflexions en réglant les malentendus avec le CAR. Nous avons fait ce travail mais il appartient à cette formation de dire si elle a été convaincue ou pas par nos explications. A ce jour, nous n'avons pas encore eu de retour ", a déclaré lundi sur Nana FM Antoine Folly, membre de la C14.

Cette déclaration met à nu les dissensions qui couvent cette coalition déjà en lambeaux. Il apparaît clairement que si Antoine Folly qualifie cette Coalition de don du Ciel alors qu'elle est en difficulté c'est justement parce qu'il en a tiré tellement profit qu'il ne peut que s'en réjouir.

Pour l'heure le CAR a un pied dehors et l'autre dedans. Si ce parti maintient sa position de boycotter le conclave dont la date est en stand by, il est évident que ce parti quitte définitivement le navire C13 et laisse Jean-Pierre Fabre et Antoine Folly continuer leurs affaires actuellement boquées parce qu'il n'y a plus de crise.

En tout cas, Antoine Folly a vraiment raison de dire que la C14 est un don du Ciel à raison de bonnes affaires qu'il a réalisées avec son mentor Jean-Pierre Fabre.

Aliziou Dominique

Présidence de Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO : Robert Dussey immortalise le passage du Président togolais à la tête de l'institution sous-régionale

De 04 juin 2017 au 31 juillet 2018, le Président togolais, Faure Gnassingbé, a dirigé avec "succès" la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce mandat très satisfaisant, selon l'institution sous-régionale, a été retracé dans un livre souvenir, du chef de la diplomatie togolaise, le Professeur Robert Dussey. Cet ouvrage a été présenté mardi 19

février dernier à Lomé.

Titré : " Togo 2017-2018 : Présidence en exercice de la CEDEAO ", cet ouvrage de 56 pages, articulé autour de trois axes principaux à savoir : " la poursuite des réformes institutionnelles audacieuses entamées ", " la recherche de la paix et la stabilité de la sous-région " et " la promotion de la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux redynamisés ", consacre la char-

penne même du mandat du Togo à la tête de l'institution sous-régionale. Outre ces grandes lignes, l'organisation du sommet conjoint inédit CEDEAO / CEEAC en faveur de la paix, la facilitation dans la crise bissau-guinéenne ayant abouti à la formation d'un gouvernement de consensus, sont quelques autres actions phares de ce mandat du président Faure Gnassingbé.

L'élection du Togo à la pré-

sidence de la CEDEAO en juin 2017 a coïncidé avec une nouvelle orientation de l'institution. Et selon le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration et des Togolais de l'extérieur, " Le Togo a mis son leadership opérationnel au service de la cause communautaire. Le passage du Togo à la tête de la CEDEAO a été un véritable mandat de service à la communauté régionale. Le travail du

Le comble d'un règlement politique :**Firmin Têko Agbo et Jean-Pierre Fabre au tribunal le 27 février prochain**

Dans quelques jours, l'ancien chef de file de l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre, va affronter au palais de la justice, le journaliste chroniqueur, Firmin Têko Agbo qu'il accuse de diffamation, le même qui, il n'y a pas longtemps l'encensait et tirait sur son adversaire, le pouvoir. Pour l'heure, ce procès de la honte ne soulève pour l'heure aucun enthousiasme parce que ressemblant à un règlement de compte politique auquel les juges vont rapidement mettre un terme. Car le tribunal ne saurait se prêter à ce manège politique de la part d'un opposant qui a perdu tout repère.

Dans ce dossier qui sera examiné le 27 février prochain, le président de l'Anc reproche à notre confrère d'avoir dit dans une de ses analyses que sa fille avait bénéficié d'un "favoritisme" pour décrocher un job au sein de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) à Lomé.

Il faut rappeler que bien avant, Jean-Pierre Fabre qui se plaignait de ce que le journaliste le traitait au vitriol et le vouait aux gémonies dans ses chroniques, ne manquait aucune occasion pour livrer ce dernier en pâture à ses militants surexcités lors des meetings sanctionnant les manifestations de la coalition. Notre confrère est également mis en cause pour avoir révélé une autre affaire de 500 millions versés au célèbre dissident de Gilchrist Olympio au pays du bon Vieux Félix Houphouët Boigny, dans l'intention d'avaloir sans broncher la coulouvre de sa défaite



Jean-Pierre Fabre



Firmin Têko Agbo

au scrutin présidentiel de 2015. Comme on doit s'y attendre, une telle révélation n'est pas sans rendre Jean-Pierre Fabre dans tous ses états.

Et pourtant l'histoire de la fille du président de l'Anc qui serait recrutée de façon assez particulière dans une institution financière de la place, n'est pas une invention de Firmin Têko Agbo. Elle a fait l'objet d'un communiqué de presse rendu public par le président du MRC, Abass Kaboua, dans lequel ce dernier a formellement accusé M. Fabre d'avoir intercédé en faveur de sa fille auprès des autorités pour que celle-ci soit recrutée. Un tel communiqué avait fait le chou gras des réseaux sociaux et de certains médias togolais. Il nous souvient que c'était ce communiqué, qui en son temps, faisait le buzz sur les réseaux sociaux, dont notre confrère s'était inspiré pour sa chronique. La question se pose aujourd'hui de savoir pourquoi Jean-Pierre Fabre a-t-il plutôt préféré poursuivre le journaliste que l'homme politique qui avait mis, le premier, l'information sur la place publique? Si on en croit les indiscretions ce dossier est frappé d'un déficit cruel de confraternité de la part de certains confrères qui auraient

encouragé l'ancien chef de file de l'opposition à saisir le tribunal.

Ce que nous savons c'est que les traitements de faveur existent partout dans les relations de chaque jour. Le fait d'en avoir eu recours pour placer un enfant dans une institution ne saurait constituer un chef d'accusation dans le sens prôné par le communiqué du président du MRC.

Sur le sujet notre confrère Anani Sossou relève que : " Plus on a la chance d'avoir une connaissance dans une entreprise, ou bien d'avoir des parents qui travaillent ou qui ont travaillé dans une boîte, plus grande est la probabilité d'être engagé. Ce qui pourrait être le cas de la fille de Fabre dont la maman, jusqu'à sa retraite était employée à la BOAD. Qu'on ait eu recours à des connaissances au sein du pouvoir togolais pour booster cette candidature ne pose aucun problème. Chacun use ou peut toujours user de ses relations pour avoir gain de cause. C'est une pratique aussi vieille que le monde ".

Il se trouve que dans notre pays, le président de l'Anc ne soit pas la première personnalité politique en vue, sur qu'il se raconte des choses. Sur les

réseaux sociaux, on est frappé par le foisonnement des propos mensongers et des diffamations en règle contre des personnalités dont le premier magistrat de la république, Faure Gnassingbé. Mais pour des raisons faciles à imaginer ces dernières ne réservent souvent à ces insanités que le silence méprisant quelles méritent.

Pour avoir dribblé l'OTM et dans une certaine mesure la HAAC pour se plaindre directe-

ment à la justice, Jean-Pierre Fabre a dévoilé ses intentions. Nous ne pouvons que manifester notre soutien à Firmin Têko Agbo à qui, ce politicien qui a perdu ses repères, suite aux législatives de décembre dernier qu'il regrette aujourd'hui d'avoir boycottées, tient à régler des comptes politiques. En poursuivant si lâchement, notre confrère, il n'y a pas de doute que Jean-Pierre Fabre se trompe d'adversaire.

Ricardo

Fait divers**UN PARFUM QUI ENDORT**

Il était malin et rusé mais ses deux "prouesses" qui lui ont permis d'allonger la liste de ses victimes n'auront pas duré longtemps. L'homme âgé seulement de 30 ans vient de mourir dans un accident de la circulation au moment où il tentait d'esquiver la police. Le drame s'est produit le samedi 12 mars 2016 devant la structure hôtelière de la majestueuse ville historique de Nyamassila.

Ben, notre compatriote usait des manœuvres dolosives pour venir à bout de ses victimes. L'homme ne vole que des femmes. Elles sont ses principales victimes pour la simple raison qu'elles adorent le parfum. Pour y arriver, il dispose d'une stratégie formidable, un véritable trait de génie. Mais la police a décidé de le décourager et de lui faire payer ses forfaits. Mais plutôt c'est la route qui les lui fait payer en premier.

Son interpellation qui a tourné court, a pourtant bien débuté. Lorsqu'il a vu le véhicule de la police s'immobiliser devant l'hôtel, il a compris qu'il était recherché. Dans sa tentative de fuite, il se serait retrouvé nez à nez devant un véhicule qui venait à vive allure. L'accident a été inévitable. Le désormais "séducteur" serait ainsi écrasé et tué sur le coup.

Et pourtant, le jour là, il était bien parti pour réussir son forfait. Profitant d'un ciel qui s'assombrissait, Ben s'était rendu à l'hôtel sus indiqué qui accueille les commerçants en provenance des pays de l'interland. Sitou, la jeune et adorable sénégalaise s'y trouvait. Elle y était seule. Son petit ami, lui, était sorti entre temps pour rechercher de la nourriture. C'est ce dernier qui a appelé la police.

A la surprise générale des habitants et surtout devant le regard impuissant des belles et adorables créatures divines de cette ville, l'homme est parti en lambeaux mettant aussi fin à ses pratiques malsaines et délictueuses. Il n'a pas eu d'opportunité pour opposer la moindre résistance.

L'homme aurait déjà fait beaucoup de victimes. Sitou serait la dernière. Sa stratégie est la même. Il séduit, endort et viole les femmes grâce à ses parfums intoxiqués qu'il présente sous l'appellation de Nozi. Il s'agirait d'un puissant neuroleptique capable d'endormir la victime pendant une bonne dizaine d'heures. Une fois endormie, il commet son forfait sexuel sur la victime avant de la dépouiller de tous ses biens.

Ce samedi noir, il a fallu des heures après la mort de Ben pour que Sitou se réveille de son sommeil hypnotique pour réaliser qu'elle a été violée. Son petit ami qui était revenu à l'hôtel avait constaté le forfait or il venait de croiser le soi-disant Ben dans le couloir. Il a aussitôt composé le numéro vert et la police serait intervenue comme si elle était à côté. Mais, elle n'a pas réussi à cueillir le délinquant.

B.TALOM

Présidence de Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO :**Robert Dussey immortalise le passage du Président togolais à la tête de l'institution sous-régionale**

Suite de la page 3

Togo à la présidence de la communauté a porté aussi bien sur le chantier des réformes de l'institution que sur la situation sociopolitique et sécuritaire de la société régionale ainsi que sur l'intensification de l'intégration".

Le représentant permanent de la CEDEAO au Togo, Garba Lompo, a salué l'initiative avant de souhaiter qu'elle inspire d'autres pays. " C'est une innovation de la République togolaise. C'est la première fois qu'un ouvrage de ce genre est rédigé d'une plume rédactionnelle inimaginable. C'est la première fois que nous immortalisons le passage d'une présidence en exercice au sein de l'espace communautaire ", s'est-il félicité.

L'histoire retient, par



Les officiels lors de la présentation du livre

ailleurs, que la diplomatie togolaise a également impulsé sous sa présidence en exercice la conception, la préparation et la tenue du Sommet inédit CEDEAO-CEEAC sur la Paix, la Stabilité, la Sécurité, et la Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent ", précise le document qui rassure que " le Togo continuera de jouer

pleinement sa partition afin que l'élan de solidarité et de coopération puisse continuer de revigorer l'idéal d'intégration inclusive pour le bonheur des populations ".

Depuis le 31 juillet 2018, c'est le Nigeria qui a succédé au Togo à la tête de la CEDEAO.

JPB

Le débat s'anime autour du Franc CFA / Quand les pros et les adversaires de ce "vestige colonialiste" s'affrontent : Un face à face à l'horizon entre l'économiste Kako Nubukpo et Kossi Ténou de la BCEAO-Togo

Le débat sur le franc CFA a pris une allure particulière ces dernières semaines. Alors que la polémique s'enfle au plan international avec un procès notamment au Sénégal, le débat se nationalise au sein de l'opinion togolaise au point de nécessiter un duel, sur un plateau télé, entre l'économiste Kako Nubukpo et le Directeur national de la BCEAO, Kossi Ténou. A l'origine de leur différend, leur position radicale sur le franc CFA, ce dernier "vestige colonial" que certains appellent de tous leurs vœux à disparaître, au profit que quelle monnaie on ne sait. Retour sur deux positions tranchées de deux personnalités togolaises très connues...

Les partisans de franc CFA droits dans leurs bottes

Au Togo, c'est le Directeur national de la BCEAO, Kossi Ténou, qui, lors d'une conférence de presse à Lomé, s'est fait le porte-flambeau de l'idéologie selon laquelle le franc CFA est "une monnaie solide qui assume parfaitement les fonctions qu'une monnaie doit assumer, en particulier la fonction de réserve de valeur et donc de stabilité des prix". Il poursuit que "c'est cette stabilité des prix qui assure un niveau d'épargne consistant qui assure les investisse-



L'économiste Kako Nubukpo



Kossi Ténou, Directeur de la BCEAO-Togo

ments, et donc la croissance économique".

Le directeur de la BCEAO-Togo soutient que "tout cela s'est accompagné d'un certain nombre de politiques économiques que les Etats ont menées avec des réformes structurelles, et c'est tout cela qui a permis d'avoir des performances aujourd'hui qui sont largement au-delà de ce que nous constatons dans certains pays en Afrique au sud du Sahara".

"Donc, dire que le FCfa est une monnaie qui est source du sous-développement de nos pays, nous pensons que ce n'est pas vrai et ça, c'est des propos des personnes qui sont en réalité contre le franc CFA et nous pensons qu'il y a beaucoup de personnes aujourd'hui qui disent des choses sur la monnaie mais qui ne savent pas exactement comment fonctionne le mécanisme que nous avons à la banque centrale",

fait-il remarquer.

Les "Anti-franc CFA", plus que jamais déterminés

L'économiste togolais, Kako Nubukpo, s'illustre dans ce second lot. Il soutient que le franc CFA est l'illustration parfaite de la "servitude volontaire" imposée aux Africains par la Franceafrique et ses réseaux en Afrique, et note que "le franc CFA asphyxie les économies africaines".

Pour les partisans de "l'anti franc CFA", le franc CFA et les mécanismes de fonctionnement de la zone franc sont parmi les principaux instruments par lesquels la France continue d'exercer sa tutelle sur les politiques économiques de certains pays en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ainsi, selon eux, sans la rupture avec cette tutelle, les pays africains continueront d'hypothéquer toute possibilité de développement et de pro-

grès social. Ceux-ci soutiennent que "la souveraineté monétaire est une nécessité pour parachever leur indépendance politique et renforcer les bases d'une transformation structurelle de leur économie". Ils relèvent au passage que "nulle part on n'a vu un pays se développer avec une monnaie contrôlée par un autre pays, comme c'est le cas du franc CFA".

Le front est d'ailleurs soutenu par les universitaires qui, lors de la conférence contre le franc CFA, tenue le 17 février au Mali, ont dénoncé cette "survivance de l'époque coloniale". Il s'est même élargi avec les acteurs de la société civile et des responsables politiques qui ont plaidé pour un changement de monnaie.

Selon les universitaires et les représentants d'ONG à cette conférence, la monnaie est d'abord une affaire de souveraineté. "Nous voulons en finir avec

l'acronyme CFA qui renvoie quand même aux francs des colonies françaises d'Afrique. Les Américains ne comptent pas en euro, les Européens ne comptent pas en yen et donc il nous faut une monnaie qui puisse renvoyer à notre identité", a estimé Kako Nubukpo, ancien ministre togolais et grande voix anti-CFA sur le continent. Ce dernier a d'ailleurs lancé un défi au directeur national de la BCEAO-Togo pour un débat télévisé sur le sujet.

En somme, le débat sur le franc CFA qui couvait depuis longtemps, a pris des allures singulières. Mais loin de déplacer le débat, nous devrions nous interroger sur les faiblesses de la gouvernance des pays africains plutôt que de s'attaquer à une monnaie qui a eu le mérite de survivre plus de sept décennies déjà malgré les nombreuses crises. Si les pays africains qui ont leur propre monnaie mais imprimée en Asie ou en Occident, étaient plus développés, on dirait que cette monnaie est handicap pour les utilisateurs. D'un autre point de vue, n'est-ce pas là, le "vestige colonial", mieux, le cordon ombilical d'un système colonial qui résiste encore aux vagues de l'indépendance économique des pays africains malgré une prétendue indépendance politique ?

JPB

Le classement mondial de l'interconnectivité : Le Togo toujours, en bon élève prend la tête dans l'espace UEMOA

D'après le rapport 2019 de la cinquième Edition du classement mondial de l'interconnectivité du "Global Connectedness Index" (GCI), le Togo est le premier pays de l'UEMOA dans la mise en œuvre des infrastructures adéquates, des institutions et la politique favorisant la connexion du Togo au reste du monde. Il est devancé par le Ghana et le Nigeria et occupe le 3ème rang sous régional. Le Togo

se classe à la 92ème place sur le plan mondial sur les 169 pays concernés par ce classement et se place ainsi parmi les neufs pays africains dans le top 100 du monde.

Après le classement mondial de l'Edition 2019 de "index of economic freedom" (liberté économique) publié par l'institution Fondation Héritage (the heritage foundation) un think-tank Américain basé à

Washington, où le Togo s'offre une progression excellente et obtient 10 places sur le plan mondial et 6 sur plan Africain grâce à la politique de transparence économique et l'efficacité des institutions financières mises sur pied par les premiers responsables politique du Togoet la première place qu'occupe le Togo dans la sous-région ouest africaine en matière de la sécurité alimentaire, c'est le GCI qui vient hisser le pays à la première place dans



l'espace UEMOA.

En effet, ce classement mesure et analyse les flux internationaux du commerce, des capitaux, des informations et des personnes des pays. C'est à juste titre que le Togo occupe cette position excellente. vu la modernité, la sécurité et la grandeur exceptionnelle de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé et le Port Autonome de Lomé qui constituent de véritables réseaux sûres où circulent en plein temps les personnes et les marchandises. Le Togo a pesé lourd dans ce classement mondial, outre la fluidité au niveau des frontiè-

res aérienne, maritime et terrestres, par l'implantation sur le sol togolais d'un nombre important de grandes institutions bancaires et par la stabilité politique, sociale et économique en vigueur dans le pays. Ceci grâce à la rigueur du gouvernement dans l'exécution des réformes dans tous ces secteurs prônée par le chef de l'Etat. Cependant l'Etat togolais devrait s'améliorer avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange commerciale initiée par l'Union africaine et dans laquelle 49 pays sont déjà engagés pour plus de visibilité.

Daniel A.



Le Togo est le
1^{ER} PAYS
de l'UEMOA en matière
d'interconnectivité.

RELIÉON LE MONDE PAR LE COMMERCE, LES INFORMATIONS ET LES PERSONNES

**A propos des violences sur les stades :
LE MINISTRE FOLI-BAZI ET LE PRÉSIDENT
DE LA FTF UNANIMES : " Les fauteurs
des troubles seront sanctionnés... "**

Les vieux démons du football togolais, à savoir les violences sur les stades, semblent une fois encore faire surface malgré les mesures prises par la Fédération togolaise de football (FTF) pour les éradiquer. Face à la résurgence de ce phénomène déplorable pour le football togolais, les autorités en charge des sports ont réagi : " ...Il faut arrêter ces comportements déplorables ", a martelé le ministre des Sports, Foli-Bazi Katari, lors d'une conférence de presse le lundi 18 février dernier. Il a promis que " tout sera fait pour que la sérénité revienne pour le bien

de tous les acteurs ".

Depuis quelques semaines déjà, certains matches de championnat de première ou de deuxième division de football se terminent en queue de poisson avec à la clé des actes de violences qui engendrent des dégâts matériels et des blessés plus ou moins graves. La goutte d'eau qui a débordé le vase est la scène de violences intervenues à la fin de la rencontre Okiti de Badou et Ifodjè d'Atakpamé, des clubs de D2. En cause, une faute sifflée dans la surface de vérité d'Okiti qui menait 1 but à zéro, donc un penalty accordé à Ifodjè, qui a suscité le courroux des suppor-

teurs de l'équipe locale, Okiti. La suite, c'est sans commentaire...

Cette situation a piqué au vif les autorités sportives qui ont décidé, lundi dernier, de prendre le taureau par les cornes en sanctionnant les auteurs de troubles, ceci conformément aux textes en vigueur.

Pour le ministre des Sports, point n'est besoin d'aller vite en besogne, tellement le mal est perceptible et profond, mais des décisions sérieuses doivent être prises pour stopper ce fléau qui tue le football national. " Ma décision est de permettre à tout le monde de mesurer la juste valeur de la décision à prendre



La table lors de la conférence de presse

pour arrêter ces comportements regrettables. Les fauteurs de troubles vont répondre de leurs actes.", a martelé le ministre des Sports.

Pour le président de la FTF, le Col Guy Akovy, cette situation est préoccupante et " ternit l'image du football togolais. Il faut prendre des décisions pour dissuader les auteurs de ces genres d'actes inciviques qui veulent saboter le championnat ".

C'est dire que les autorités sportives ont pris la mesure de

la chose et entendent prendre des dispositions qui s'imposent afin de mettre fin à ces séries de violences qui semblent s'établir sur les terrains de football. Mais il est clair qu'on ne va pas au stade pour se faire molester mais pour le plaisir du sport roi, le football.

Vivement que les "talibans" qui se sont invités dans le football quittent les stades au risque de connaître la rigueur de la loi.

JPB

Lutte contre le diabète et ses complications :

Dr David IHOU propose une approche plus pragmatique

Rien qu'en 2018, il y eu plus de 300 amputations des membres inférieurs des diabétiques en France, et 88 au Togo. Aussi, la prise en charge des rétinopathies, des angiopathies, des complications cardiovasculaires et neurologiques et la conduite du traitement des diabétiques, bref les complications liées au diabète qu'il s'agisse de diabètes insulino-dépendants ou non, est un casse-tête pour les parents et proches des sujets diabétiques.



Dr David Ihou (au micro) lors de la présentation de son ouvrage

charge, mieux en amont, pour lutter contre cette maladie dite silencieuse. Docteur David Ihou, dermatologue, allergologue et diabétologue, propose des approches de solutions dans un ouvrage unique.

L'ouvrage titré : " Le diabète : comment le traiter ?

Comment le prévenir ? Quel régime suivre ? ", a été dédié jeudi dernier à Lomé.

D'une soixantaine de pages, cet ouvrage est un condensé des documents existant en la matière, qui permet au médecin soignant d'aller vite à l'essentiel non seulement dans le traitement

d'un diabétique mais aussi dans la prévention de cette maladie.

Des conduites à tenir, des conseils pratiques sur le diabète, une maladie qui n'a plus de frontière et qui, de plus en plus s'attaque aux sujets jeunes dans nos pays, tel se présente l'épine dorsale de cet ouvrage du Dr David Ekoudé IHOU. Le manuel prend en compte le cadre général de la pathologie en combinant une appro-

che beaucoup plus pragmatique axée sur l'environnement typiquement togolais de ces dix dernières années (les facteurs, les manifestations, les types, risques et complications, approches de solution...).

A travers des expériences cliniques et de laboratoire, Ce manuel recense des aliments à fort et faible teneur de glucide (poisson-viande-œuf- charcuterie sont à 0 %, igname frite (koriko), gari, tapioca, manioc, pain, miel, sucre raffiné et roux couvrent une proportion glucidique allant de 50 à 100%), d'où sa particularité.

Les complications de la maladie, lorsqu'elle est mal prise en charge, entraîne des complications (des crises de tension, infections cutanées, des rétinopathies, des attaques de reins) et au pire des cas l'amputation ou le décès.

Au Togo, plus de 2% de la population togolaise est diabétique. Et pour l'année écoulée, l'on a enregistré au moins 88 cas d'amputation.

Selon le Dr IHOU, " le diabète n'est pas une fatalité si on suit un régime alimentaire bien particulier, un suivi régulier des examens médicaux, des exercices physiques... ". La pratique régulière du sport et une hygiène alimentaire peuvent nous préserver du diabète.

Notons que l'ouvrage est disponible dans les pharmacies du Togo et bientôt dans les pays de la sous-région.

Daniel A.

JPB

La coopération entre le Togo et le Japon au beau fixe :

La commune d'Atakpamé bénéficie de trois Fourgons d'incendie

Le Japon, dans l'optique de renforcer le Parc logistique togolais en matière de la protection civile, a offert trois fourgons d'incendie à la préfecture de l'Ogou. Ce don a été acté par un accord signé par le conseiller de l'ambassade du Japon au Togo, M. Hideki Uezono et le président de la délégation spéciale de la commune d'Atakpamé M. Kasségné Adjonou, le mardi 19 février 2019, dans les locaux du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.



Un fourgon d'incendie

de Kisarazu au Japon, permettront aux Sapeurs-pompiers de la commune d'Atakpamé d'intervenir efficacement en cas d'incendie et de désastres naturels. Ce don japonais aidera de surcroît à améliorer la sécurité de la population dans toute la région des plateaux.

En effet, c'est suite à une étude réalisée sur le plan national, par l'Agence

Nationale de la Protection Civile (ANPC), que la commune d'Atakpamé a été retenue comme bénéficiaire privilégié de ces camions d'occasion. Le président de la délégation spéciale de la commune d'Atakpamé M. Kasségné Adjonou, a dans son intervention salué cette initiative du gouvernement togolais et celui du Japon qui permet aujourd'hui à la région la plus vaste du Togo d'avoir ce

matériel très important pour la sécurité de la population, avant de rassurer les donateurs de la bonne gestion qui sera faite de ce kit en vue du bien-être des populations.

À en croire le conseiller de l'Ambassade du Japon au Togo, M. Hideki Uezono ce don s'inscrit dans le cadre du projet " don aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine "(APL). Il a affirmé que l'APL est un volet de la coopération financière non remboursable que le Japon accorde aux ONG et structures communautaires, associations, mutuelles, collectivités locales, centres de santé et hôpitaux. Ceci dans l'objectif de renforcer la contribution au développement socio-économique des communautés de base.

La 42ème session du Conseil annuel des gouverneurs du FIDA à Rome :

Le président de l'institution, Gilbert Houngbo reçoit tout le soutien du Pape François pour l'éradication de la faim dans le monde

Le ton des travaux de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs annuel du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) du jeudi 14 au vendredi 15 février 2019, présidé par son président, l'ancien Premier ministre togolais Gilbert Houngbo, a été donné par l'appel du Pape François à la prise de conscience et à la responsabilité des dirigeants politiques de par le monde entier sur la faim qui ronge la plus grande partie de la population de la planète terre. Face au déséquilibre profond qui existe entre les pauvres et les riches de ce monde surtout les décideurs politiques, le chef de l'église catholique a eu de la peine à dissimuler sa colère et son indignation dans son discours d'ouverture de cette assise à Rome en Italie le 14 février 2019.



Gilbert Houngbo (d) félicité par le Pape François

elles ni pour leurs cultures ; leurs infrastructures sanitaires sont très insuffisantes, leurs habitations sont misérables", s'indignait le pape François.

C'est ce constat amer qui a fait monter le Pape François au créneau pour inviter tous les décideurs de ce monde à faire en sorte que la faim appartienne au passé car à l'entendre, c'est possible et aisé à accomplir pourvu qu'il y ait la volonté d'aider les démunis à profiter des ressources disponibles par leurs propres potentialités. Mais c'est à la condition que toutes les institutions et tous les peuples travaillent ensemble, et que ces actions fassent l'objet d'une appropriation au niveau local et soient conduites par ceux qui en souffrent le plus.

Il faut qu'ils deviennent les architectes de leur propre développement. "Nous devons veiller à ce que chaque per-

sonne, chaque communauté puisse compter sur ses propres capacités pour mener une vie pleine et digne", a déclaré le Pape François, ajoutant que la contribution du FIDA est essentielle pour l'élimination de la pauvreté, la lutte contre la faim et la promotion de la souveraineté alimentaire.

"Il faut accroître les efforts pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il semble paradoxal qu'une bonne partie des 820 millions de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition vive en zones rurales, se dédie à la production d'aliments et soit composée de paysans" a poursuivi le souverain pontife. Il a enfin salué les bons résultats obtenus ces dernières années par le FIDA "à travers une meilleure décentralisation, en promouvant la coopération sud-sud, en diversifiant les sources

de financement et les modalités d'action", de façon à éviter une simple logique d'assistance nord-sud qui n'encouragerait pas un réel développement.

Pour le Président du FIDA, Gilbert Fossou Houngbo, ce message du Pape rappelait l'importance de la mission du FIDA, organisme des Nations Unies. "Notre investissement dans la jeunesse rurale et les opérations que nos équipes mènent chaque jour sur le terrain reposent sur une conviction profonde", a-t-il déclaré. "Nous ne pouvons pas revenir à un monde où la faim gagne du terrain chaque année; nous ne le ferons pas", a ajouté Gilbert F. Houngbo.

Évoquant l'étroite collaboration entre le FIDA et son pays hôte, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a déclaré que "notre objectif commun doit être d'œuvrer et de contribuer activement au développement d'un entrepreneuriat africain durable et pleinement développé, et de soutenir les jeunes et les femmes, observant que les femmes ont toujours été la clé de voûte de l'économie rurale, ainsi que les gardiennes de la terre, toujours au premier rang pour assurer le bien-être des nouvelles générations".

A l'instar de l'homme de Dieu, les orateurs, successivement se sont aussi dits préoccupés par l'augmentation inquiétante de la faim et de la pauvreté ces dernières années et ont réaffirmé qu'il fallait prendre des mesures plus énergiques pour lutter contre ce fléau. "Sur notre continent, les inégalités sont profondes; les chances ne sont pas les mêmes selon qu'on est né garçon ou fille, qu'on est né dans la capitale ou en milieu rural", a déclaré Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine, qui a réaffirmé son engagement à combler le fossé des inégalités et à continuer à construire l'espérance dans les zones rurales.

Notons que les autres organismes des Nations Unies chargés de l'alimentation, les plus proches partenaires de la mission du FIDA - l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) - ont rappelé leur volonté de collaboration dans leurs interventions devant le Conseil des gouverneurs, premier organe décisionnel du FIDA.

Daniel A.

La société civile burkinabè salue la tenue des élections législatives le 20 décembre 2018 au Togo dans la paix

L'Alliance pour la Défense de la Patrie (ADP) et la Convergence Citoyenne et Panafricaine (CCP) ont dans un communiqué rendu public le 18 février, salué la tenue des élections législatives dans la paix au Togo le 20 décembre 2018. Tout en déplorant le boycott du scrutin par la C14, les deux organisations félicitent le peuple togolais pour sa maturité politique et invitent le président de la République à maintenir le dialogue permanent avec la classe politique

DECLARATION SUR LE TOGO

Le 20 décembre 2018 s'est tenue l'élection législative au Togo. Il s'est agi pour les électeurs togolais de procéder au choix de leurs représentants au parlement.

L'ADP, alliance pour la défense de la patrie, et la CCP, convergence citoyenne et Panafricaine, deux organisations de la société civile burkinabè, légalement constituées œuvrant dans le domaine des droits humains, de la promotion de la citoyenneté et du panafricanisme, prennent acte du scrutin législatif du 20 décembre 2018 au Togo.

Le 05 décembre 2017, l'ADP et la CCP à travers une déclaration conjointe intitulée TOGO : APPEL AU DIALOGUE ET A LA PAIX DES BRAVES, et publiée dans les colonnes de journaux togolais et burkinabè, faisaient les recommandations suivantes : " Considérant les liens historiques entre le Burkina Faso, notre pays, et le Togo et les conséquences néfastes que pourraient avoir la crise togolaise sur le

dynamisme de notre espace commun, la CEDEAO, nous citoyens Ouest Africains appelons :

-Les acteurs politiques du Togo et les Organisations de la société civile à se retrouver autour d'une table de dialogue inclusif afin de crever tous les accès ;

-Les garants de la tradition et les communautés religieuses au Togo à mener un plaidoyer auprès de la classe politique togolaise (pouvoir, opposition) à s'investir pour une sortie de crise à travers le dialogue ;

- L'organisation sous régionale, la CEDEAO, à mettre tout en œuvre pour créer un cadre de dialogue sincère à même de briser la méfiance entre les acteurs politiques togolais pour une sortie durable de crise ;

-L'union Africaine et l'ONU à accompagner pleinement la CEDEAO pour mettre les frères politiques togolais autour d'une table de dialogue ;

C'est donc pour nous une énorme satisfaction de constater que les filles et fils du Togo s'étaient retrouvés quelques jours après notre appel autour d'une table de dialogue à la recherche d'une paix des braves sous l'égide de la CEDEAO. Le dialogue sous la conduite des Présidents de la Guinée Conakry et du Ghana aura connu des avancées notables. Les pourparlers auront tout aussi été confrontés à des divergences et des difficultés.

Les nombreux défis de développement actuels auxquels sont confrontés les pays membres de la CEDEAO d'une façon générale et le Togo en particulier, doivent amener les forces vives togolaises à enclore privilégier la voie des urnes que d'emprunter le che-



min de l'insurrection dont les conséquences sont dévastatrices. Le Burkina-Faso a connu l'amère expérience de l'insurrection qu'il n'est pas souhaitable à un pays de la CEDEAO de rééditer le même scénario. Le boycott des élections législatives du 20 décembre par la C14 n'était pas une bonne démarche pour consolider la démocratie au Togo.

Nous appelons de ce fait le Président du Togo, son Excellence Faure Gnassingbé, à renouer le dialogue avec l'opposition politique afin de créer les conditions d'une paix durable.

C'est aussi l'occasion d'appeler la CEDEAO à créer un environnement serein pour la continuité des discussions entre les acteurs politiques.

Vive le dialogue et la paix des braves au Togo !

Vive la solidarité entre les peuples dans l'espace de la CEDEAO !

Burkina Faso, le 18 février 2019

Ont signé :

-Pour l'ADP Abraham Badolo (Président)

-Pour la CCP Ousman So (Président)



**INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps
DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO**

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.



*Spéciale
fin d'année 2018**

**JUSQU'À
-45%**
sur le
DÉDOUANEMENT

- ✓ **des marchandises***
- ✓ **des véhicules**

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018

* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg